

Sahel : le temps de la coopération maghrébine

On se souvient qu'un bon nombre de miliciens touaregs ont été impliqués dans le mercenariat au profit de Kadhafi. Les stocks d'armes emportés après la chute du régime du tyran libyen ont considérablement renforcé la capacité de nuisance de certains groupes d'agitateurs au Sahel, notamment au Mali, face à des armées régulières mal encadrées et mal équipées. Le coup d'État du 22 mars 2012 à Bamako a conduit à une agitation qui a favorisé la conquête du nord du Mali par les séparatistes touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et divers mouvements extrémistes prétendument « islamistes ». Du coup, les putschistes qui voulaient protester contre la corruption et le manque de moyens accordés aux militaires pour maintenir l'ordre au nord du pays ont favorisé la partition. Les États membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont condamné la proclamation d'indépendance des rebelles touaregs, du 6 avril, et réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale du Mali et au principe de l'intangibilité des frontières. On aurait souhaité que certains de ces États, et d'autres membres de l'Union africaine, adoptassent le même principe de sagesse en s'abstenant jadis de reconnaître un État factice au Sahara marocain, inventé de toutes pièces par l'argent de Kadhafi et les services algériens. Sur ce point, on comprend mal comment Alger peut être à la fois contre la partition du Mali et pour la partition du Maroc, en voulant amputer ce pays de son Sahara...

Le Mali septentrional est donc passé sous le contrôle des séparatistes touaregs et des groupes extrémistes Ansar Dîn (proche d'AQMI), Mujao ou, à titre figuratif, le Boko Haram nigérian, sans que l'on sache vraiment qui s'impose à qui. Le risque est de voir s'installer une zone de non-droit où les groupes terroristes et mafieux régneront en maîtres, constituant ainsi une base arrière pour leurs activités criminelles. La situation au nord du Mali vient rappeler l'extrême instabilité des régions sahélienne et saharienne. Cette instabilité trouve principalement sa source dans la collusion entre les groupes terroristes d'AQMI ou autres, les organisations

de trafiquants de stupéfiants et d'armes, les groupes séparatistes au Sahel ou au Sahara, notamment le Polisario dont on sait qu'il est lié aux nébuleuses d'AQMI dans des affaires de trafic de stupéfiants et des affaires criminelles et terroristes perpétrées aux frontières avec le Mali et la Mauritanie.

Dans ces conditions, l'enjeu majeur est d'œuvrer au maintien de la stabilité dans la région du Sahel et du Sahara grâce à une coopération entre les États de la région et les organisations régionales concernées. À cet égard, l'Algérie qui a une frontière de plus de 1300 kilomètres avec le Mali et une importante minorité touarègue, doit enfin abandonner des visées dépassées concernant le Sahara marocain et, au contraire, coopérer avec son grand voisin maghrébin. Or, c'est tout le contraire qui se passe puisque les dirigeants d'Alger s'ingénient à exclure le Maroc de toutes les structures régionales de coopération en matière de sécurité et de défense dans la région, prétextant notamment du fait que le Maroc ne serait pas « un pays du champ » alors que la lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier devrait naturellement regrouper tous les États de la région, à commencer par ceux qui ont le plus de capacité et de crédibilité en la matière. En réalité, on en revient toujours à la question du Sahara marocain et l'on voit bien comment ce conflit artificiel, reliquat de la guerre froide entretenu artificiellement par Alger dont la diplomatie a du mal à trouver une cohérence entre le soutien affiché naguère à Kadhafi, la prétention de s'autoproclamer le gendarme du Sahel, l'hostilité à l'instauration d'un État de l'Azawad et le soutien à un groupe d'agitateurs visant à la création d'un État fantôme au Sahara marocain. En tout cas, il est clair que le conflit du Sahara marocain est aujourd'hui un facteur essentiel de l'instabilité dans toute la région et un obstacle majeur à une coopération sérieuse et efficace en vue de construire un partenariat maghrébin pour la paix, la sécurité et le développement.

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Conseil scientifique :

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (bdr),
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Frédéric Rouillois
*Professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau
75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat :

du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187

ACTIVITÉS OEG

COLLOQUE EN HOMMAGE À MOHAMMED V

Organisé à l'occasion de la publication de l'ouvrage *Mohammed V ou la monarchie populaire* (éd. Le Rocher) de Charles Saint-Prot, par l'Observatoire d'études géopolitiques et le Centre Maurice Hauriou pour l'étude du droit public de la Faculté de droit de l'université Paris Descartes, sous l'égide de l'Académie des Sciences morales et politiques, le colloque en hommage à Mohammed V sur le thème « Maroc : La Monarchie populaire » s'est tenu à l'Institut de France, le 23 mars. De nombreux universitaires, juristes et historiens français ont présenté des communications, dont les professeurs Christophe Boutin (Université de Caen), Jean-Yves de Cara (Sorbonne – Abou Dhabi), Michel Degoffe (Paris Descartes), Jean-Philippe Lauvaux (Paris Assas Panthéon), Thierry Rambaud (Université de Strasbourg), Michel Rousset (président honoraire de l'université des sciences sociales de Grenoble), Frédéric Rouvillois (Paris Descartes); l'historien Arnaud Teyssier, la juriste Naima Korchi, Mme Zeina El Tibi, présidente déléguée de l'OEG, les économistes Henri Védie (HEC) et Arnaud Odier et le sénateur François Grosdidier.

Le colloque, qui a réuni une assistance d'académiciens d'universitaires, de chercheurs, d'experts et d'étudiants, a été inauguré par l'ancien ministre Xavier Darcos, président de l'Institut français et Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques. Dans son discours introductif, M. Darcos a souligné « le rôle historique de celui qui fit entrer son pays dans le monde moderne après l'avoir conduit sur le chemin de l'indépendance », mais aussi son attachement à la consolidation d'un lien franco-marocain « assez exceptionnel » qui « continue de se nouer aujourd'hui ». Après avoir salué l'attitude du Compagnon de la Libération du général de Gaulle lors de la seconde guerre mondiale, il a rappelé son discours du Trône suivant son retour d'Exil, le 18 novembre 1955, où il exposait clairement la ligne : « L'indépendance ne doit pas signifier un relâchement de nos liens avec la France car l'amitié entre nos deux pays est solidement enracinée ». Et aujourd'hui, souligne M. Darcos, à Rabat comme à Paris, on est bien conscient



« combien l'axe franco-marocain est véritablement stratégique pour les deux nations ».

Pour sa part, le professeur Michel Degoffe, directeur du Centre Maurice Hauriou, a affirmé que « la monarchie marocaine est une institution originale, bien adaptée à l'identité et aux intérêts du Maroc, un gage de stabilité et de progrès. Tout cela est d'une importance extrême à l'heure où nous devons plus que jamais consolider les liens entre les deux rives de la Méditerranée et imaginer les coopérations nécessaires pour construire un avenir commun ». Abordant plus précisément la question du Sahara marocain, le sénateur Grosdidier a déclaré que « le projet marocain d'autonomie pour le Sahara, soutenu par la France, offre « une porte de sortie honorable à chacun des protagonistes, mais aussi une organisation institutionnelle et un modèle de développement encore inconnu dans le monde arabo-musulman ». Après avoir évoqué la solidité des relations franco-marocaines, il a ajouté « La France sait qu'un État artificiel indépendant de 300 000 habitants serait dans l'incapacité d'exercer le contrôle d'une région saharienne aussi vaste... C'est un Maroc, joignant la Méditerranée à la Mauritanie, qui assure le meilleur pont entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, tant sur le plan politique qu'économique ».

Voir le reportage vidéo du colloque sur le site de l'OEG : www.etudes-geopolitiques.com



COLLOQUE À STRASBOURG : L'ISLAM ET LE JUSTE MILIEU

Organisé par l'unité de recherche du CNRS et de l'Université de Strasbourg Politique, Religion, Institutions et Sociétés : Mutations européennes (PRISME), l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) et l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, le colloque sur le thème « L'Islam, religion du Juste Milieu. L'exemple de la formation des imams » s'est déroulé le 5 avril 2012 à la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme à l'Université de Strasbourg.

Le colloque qui a été ouvert par Abdulaziz Othman Altwajjri, directeur général de l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO), et Francis Messner, directeur de PRISME, a réuni des universitaires français spécialistes de l'Islam, Eric Geoffroy, Thierry Rambaud, Charles Saint-Prot, et des chercheurs et universitaires de plusieurs pays musulmans : Oussama Nabil, professeur invité à l'université de Strasbourg et professeur à l'université d'al Azhar du Caire; Yacob Mahi, professeur d'université en Belgique; Sami Mandour, professeur à l'Université d'al Azhar; Mustapha Chérif, professeur à la Faculté de Lettres d'Alger.

Abdulaziz Othman Altwajjri a affirmé qu'il est indispensable de dénoncer les visions déformées sur l'islam et d'expliquer aux gens la réalité de l'islam, qui est une religion de la modération, du juste-milieu et de la tolérance. C'est dans cet esprit que l'ISESCO œuvre dans le but de diffuser la culture de la modération et du juste-milieu, à travers l'enseignement de la

langue arabe et de l'éducation islamique et le développement du système d'enseignement dans les États membres de cette organisation internationale.

Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, a démontré en se référant aux textes fondamentaux et aux grands penseurs classiques de l'islam, que les extrémismes de toutes sortes constituent des déviations car l'Islam est très exactement la religion du juste milieu qui bannit les excès, l'exagération et le fanatisme. Il a exposé que la modération prévaut largement dans le monde musulman et il a cité plusieurs exemples de l'Islam du juste milieu, en particulier le Maroc où le Roi, en sa qualité de Commandeur des croyants, est le garant de la modération, de la bonne compréhension et de la bonne pratique de l'Islam.

Les participants ont appelé à un effort constant pour l'enseignement des vraies valeurs de l'Islam afin de faire reculer les interprétations extrémistes et erronées. À cet égard, ils ont appelé à la création d'instituts d'études islamiques de haut niveau universitaire afin de faire progresser la recherche en la matière en France et dans les pays occidentaux.

EN VENTE À NOS BUREAUX

La constitution marocaine de 2011

Communications des colloques organisés à l'ENAP de Rabat et à l'ENA de Paris, en juin 2011, sous la direction de Ahmed Bouachik (REMALD), Michel Degoffe, directeur du Centre Maurice Hauriou de la Faculté de droit Paris Descartes, et Charles Saint-Prot (OEG). **16 € franco.**

Forum de l'Institut marocain de relations internationales (IMRI) à Casablanca
Fondation du Roi Abdelaziz,
les 11 et 12 mai 2012
« Perspectives du Printemps Arabe :
Quel rôle pour l'Union européenne et la communauté internationale ? »

VENDREDI 11 MAI

9h30 - 10h45 : Séance d'ouverture

Jawad KERDOUDI, Président de l'IMRI; Juliette BORSENBARGER, Fondation Hans Seidel; Saad Eddine EL OTHMANI, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération; En-eko LANDABURU : Ambassadeur de l'Union européenne au Maroc; Fath Allah SIJELMASSI, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

11h00 - 13h00 : Discours inauguraux

Sid Ahmed GHOZALI : Ancien Premier Ministre algérien : « Causes du Printemps arabe et Perspectives »

Charles SAINT-PROT : Directeur de l'Observatoire d'Études Géopolitiques (Paris) : « Quelle Union pour quelle Méditerranée? »

Bernard DELADERRIERE : Vice-président du Mouvement Européen France : « La Méditerranée : une mer qui sépare ou un lac qui rapproche »

Abdelmoughit TREDANO : Président du Centre de Recherche et d'Études en Sciences Sociales : « Printemps arabe contre les peuples arabes »

Abdelmalek ALAOUI : Directeur du Cabinet Global Intelligence : « Les causes du Printemps arabe »

Ahmed GHAYET : Président de l'Association Marocaine Pluriels : « Jeunesse : contester, proposer, s'engager et agir »

Driss BEN ALI : universitaire : « Pourquoi le Printemps arabe? »

Malika NACIRI : Docteur en médecine et militante associative : « Causes et effets du Printemps arabe »

Abdelatif FEKKAK : Président de Grandes Écoles du Management; « Quels lendemains? »

15h00 - 16h15 : 2^e séance

Vers la démocratisation et le respect des droits de l'homme, avec Driss EL YAZAMI, Président du Conseil National des Droits de l'Homme; Abdelhafid OUALALOU, Vice-Président de l'IMRI; Marieme MOHAMED, Conseiller à l'Ambassade de Mauritanie au Maroc; Azeddine KERKENI, Président de l'Association des Etudes Internationales (Tunis), Emmanuel DUPUY.

16h45 - 18h30 : 3^e séance

L'impératif du développement culturel, économique, et social avec Moulay Ahmed LAMRANI, Président de HEEC Marrakech; Rachid BELMOKHTAR, Président de l'Observatoire

du Développement humain; Abdeslam ABOUDRAR, président de l'Initiative centrale de prévention de la corruption; Zineb EL ADAOUI, Présidente de la Cour Régionale des Comptes de Rabat; Sabah CHRAIBI, universitaire; Younes SLAOUI, Vice-Président de AMADEUS; Camille SARI, universitaire.

SAMEDI 12 MAI

9h00 - 10h30 : 4^e séance

L'impératif sécuritaire, économique et social

avec Brahim FASSI-FIHRI, Président de AMADEUS; Jamal BELAHRACH, Président de la Commission sociale de la CEGM; Saloua KARKRI, Directeur Général de la GFI informatique Maroc; Aman ABOU-ZEIDI, représentante de la Banque Africaine de Développement (BAD); Simon GRAY, Représentant de la Banque mondiale; Guido PRUD'HOMME, Représentant de la BEL.

11h00 - 13h15 : 5^e séance

Quel rôle pour l'Union européenne et la communauté internationale? avec Hasni ABIDI, Directeur du Centre d'Études et de Recherches sur le monde Arabe et Méditerranéen; Ahmed DRISS, Président du Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales (Tunis); Jean-François COUSTILLERE, Président du JFC Conseil; Roberto ALIBONI, chercheur à l'IEMED (Barcelone); Ivan MARTIN, universitaire (Madrid); Fouad AMOR, universitaire et coordinateur national du programme Tempus (Maroc); Michel LAURENT, Président Fondateur de l'Association Bordeaux-Aquitaine Maroc; Mohamed EL OUAHDOUDI, Président de la Convention France Maghreb; Gabriel BANON, Consultant International

13h15 - 13h45 : Clôture

Par Fathallah OUALALOU, Maire de la ville de Rabat et ancien ministre de l'Économie et des Finances et Jawad KERDOUDI.

Congres des infirmier(e)s francophones

Zeina el Tibi présente une conférence sur le thème « *Les femmes et la société dans les pays arabes francophones : changements, amélioration ou régression de la condition féminine?* » lors du 5^e Congrès mondial des infirmières et infirmiers francophones qui se déroule à Genève du 20 au 24 mai 2012.